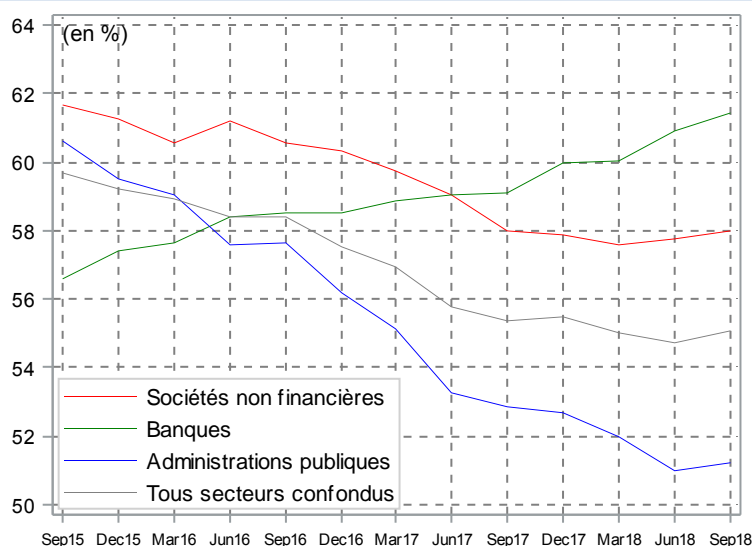


Émission et détention de titres français au 30 septembre 2018

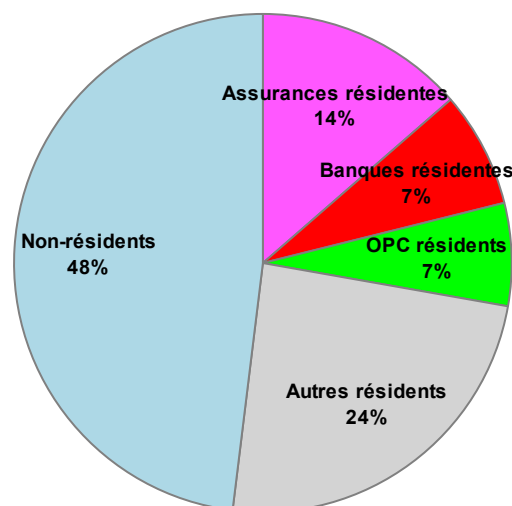
La détention non-résidente des titres français se stabilise

- Au troisième trimestre 2018, le taux de détention non-résidente des titres émis par les résidents français, hors actions non cotées, décroît légèrement (à 48 % au lieu de 49 % fin septembre 2017).
- Les non-résidents vendent pour 4 Mds € d'actions cotées et renforcent leurs positions sur les titres de dette. Leur part dans la détention de titres de dette de long terme des banques continue de croître et atteint 61 %. Le taux de détention de la dette long terme des administrations publiques progresse légèrement en liaison avec la diminution des achats des banques centrales de la zone euro.

Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)



Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin septembre 2018



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conservation-de-titres.html>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels. Les taux de détention à fin septembre 2018 sont corrigés de l'impact de transferts de conservation (200 milliards d'euros au cours du trimestre).

Tableau 1 : ÉMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin sept 2018	Cumul 4 trimestres		T3 2018	
TOTAL	6 136	151	61	55	22
TITRES DE DETTE (1)	3 958	141	67	54	25
Sociétés non financières	604	35	21	13	8
Administrations publiques (4)	1 993	47	-9	21	8
<i>dont État (4)</i>	<i>1 801</i>	<i>63</i>	<i>12</i>	<i>30</i>	<i>22</i>
Banques (2)	1 126	56	49	20	12
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>275</i>	<i>-1</i>	<i>-1</i>	<i>4</i>	<i>3</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>231</i>	<i>-3</i>	<i>-2</i>	<i>-4</i>	<i>-4</i>
Institutions financières non monétaires (3)	234	3	5	0	-2
ACTIONS COTÉES (1)	2 178	11	-7	1	-4

- (1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.
 (2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.
 (3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.
 (4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin sept 2018		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin sept 2018		France	Zone euro	Fin sept 2018	Fin sept 2017
TITRES DE DETTE	16 976	23%	2 261	7 361	31%	33%
Sociétés non financières	1 323	46%	319	679	47%	50%
Administrations publiques	8 173	24%	880	2 383	37%	36%
Banques	4 147	27%	932	2 843	33%	40%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>531</i>	<i>44%</i>	<i>742</i>	<i>2 084</i>	<i>36%</i>	<i>47%</i>
Institutions financières non monétaires	3 334	7%	129	1 456	9%	8%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

